

INTRODUCTION

Au cours du xx^e siècle, de vastes espaces ont été délaissés par l'homme et réinvestis par des écosystèmes naturels. Parallèlement, de très nombreuses espèces ont disparu de France, voire de la planète. Aujourd'hui, l'érosion de cette biodiversité est malheureusement loin d'être endiguée, mais des espèces que l'on croyait à jamais disparues de nos régions réapparaissent grâce à ces milieux gagnés sur la déprise agricole et redevenus « sauvages ».

Vautours, loups, lynx ou cigognes noires font à nouveau partie de notre faune. Ce n'est qu'un juste retour des choses qui suscite néanmoins une grosse résistance au pays de Sully où l'agriculture est ancrée dans la culture et dans les politiques publiques. Même au prix d'astronomiques subventions, tout est fait pour maintenir, contre la logique économique et écologique, une agriculture pseudo-traditionnelle qui survit uniquement sous perfusion d'argent public. Pourtant, le retour des grands prédateurs, par exemple, est une chance pour l'équilibre des écosystèmes, mais aussi pour la sylviculture ;

celui des vautours est un atout pour l'élevage extensif. Et le reboisement naturel des friches agricoles représente un outil non négligeable pour stocker le carbone massivement produit par notre société malgré les résolutions successives des traités internationaux. Les chasseurs, dans leur très grande majorité, ont également une vision particulière du retour du sauvage, tout spécialement des grands carnivores très souvent considérés comme des concurrents à éliminer.

Le retour des animaux sauvages ne plaît donc pas à tout le monde. Pourtant, ils ne représentent plus aujourd'hui qu'une infime partie du monde du vivant. L'ingénieur américain Paul MacCready a calculé le poids de tous les vertébrés sur le sol et dans l'air. Il a démontré que les humains, leur bétail et leurs animaux domestiques représentent 98 % de la biomasse totale des vertébrés de la Terre, laissant seulement 2 % à la vie sauvage. Cette dernière inclut tous les cerfs, ours, éléphants, félins, oiseaux, petits mammifères... Pourtant, ces 2 % semblent encore trop aux yeux de certains. Devrions-nous alors restreindre plus encore cette part de vie ? Jusqu'à 1 % ou même 0,5 % ? Voire plus du tout ? Personne n'osera le dire, bien sûr. Chacun considère uniquement l'impact que pourrait avoir telle ou telle espèce sur ses propres activités, même si celles-ci sont de toute façon condamnées, non pas par le retour des grands prédateurs ou des herbivores, mais par un modèle économique totalement destructeur, y compris pour l'homme qui l'a pourtant créé, pensant qu'il resterait à son service.

Même s'il n'avait pas de répercussions économiques, le retour d'espaces et d'espèces sauvages est une chance pour l'humanité qui, après les avoir détruits, se doit d'accompagner le renouveau qu'ils représentent. L'homme du XXI^e siècle en a besoin et le revendique. Aujourd'hui, la demande sociale pour plus de nature est forte. Reste à convaincre les pouvoirs publics et le personnel politique qui semblent rarement disposés à laisser plus de place à la nature sauvage.

Comme nous le verrons, si la France peut s'enorgueillir de quelques retours réussis, plébiscités ou dénoncés, selon les espèces et selon les catégories socioprofessionnelles, elle gagnerait à s'inspirer de nombreux exemples visibles chez nos voisins européens qui ont su accompagner, voire provoquer ces retours.

Espaces et espèces, l'un ne va pas sans l'autre, ils sont interdépendants. C'est la cohésion des deux qui redonne de la fonctionnalité à nos montagnes, nos forêts et nos cours d'eaux. Puisse l'homme être un peu plus raisonnable et regarder au-delà de son pré carré en laissant revenir cette nature sauvage indispensable à l'équilibre de notre planète.